

MICROFINANCE ET SECTEURS FINANCIERS INCLUSIFS



2012 | STRATÉGIES ET ORIENTATIONS

LA COOPÉRATION LUXEMBOURGEOISE

LËTZEBUERGER ENTWÉCKLUNGSZESUMMENARBECHT



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères

Direction de la coopération au développement

SOMMAIRE

1. Introduction	3
2. Définitions	4
3. Le cadre référentiel international	5
A. L'Organisation des Nations unies (ONU)	5
B. L'Union européenne	5
C. La Banque mondiale – CGAP	5
D. L'OCDE – Comité d'aide au développement (CAD)	6
E. Le G20	6
4. Le cadre référentiel national	7
A. La base légale	7
B. La déclaration gouvernementale	7
C. Le programme gouvernemental	7
D. La déclaration à la Chambre des députés	7
E. « La Coopération luxembourgeoise : stratégies et principes »	7
5. L'approche opérationnelle	8
A. Le plaidoyer en faveur des secteurs financiers inclusifs	8
B. L'appui à l'établissement de contextes légaux et réglementaires adaptés	8
C. Le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion	8
D. L'appui financier des acteurs de la finance inclusive	8
E. L'innovation par la recherche	8
6. Le plan d'action	9
A. Plaidoyer en faveur des secteurs financiers inclusifs	9
B. Appuyer l'établissement de contextes légaux et réglementaires adaptés	9
C. Renforcer les capacités institutionnelles et de gestion	9
D. Financer des acteurs de la finance inclusive	9
E. Innover par la recherche	9
ANNEXE	10



1. INTRODUCTION

La Coopération luxembourgeoise s'engage depuis près de 20 ans pour soutenir activement le développement de la microfinance et de la finance inclusive.

Dès le début des années 90, la Direction de la coopération au développement a collaboré avec les acteurs de la société civile spécialisés en microfinance. Depuis ce temps, la Coopération luxembourgeoise a contribué à l'évolution de ce secteur par son apport au travail de conceptualisation, par son appui à la recherche et au développement de nouveaux outils, par son action politique dans un grand nombre de fora nationaux et internationaux, par ses échanges avec ses partenaires tant bilatéraux que multilatéraux, tant publics que privés ou membres de la société civile et par son engagement financier en faveur d'une multitude d'acteurs actifs, respectivement de programmes réalisés dans ce domaine.

Depuis les premiers microcrédits accordés aux populations pauvres d'Asie du Sud, depuis les tontines en Afrique et les coopératives en Amérique latine, la microfinance a connu un parcours remarquable avec, comme point culminant de visibilité internationale, le Prix Nobel de la paix décerné au Professeur Muhammad Yunus et la Grameen Bank en 2006.

Le développement de la microfinance ne s'est pas seulement fait en profondeur, mais également en étendue du champ couvert. À côté du microcrédit, la microépargne, la microassurance et un nombre d'autres instruments de la finance inclusive ont été identifiés comme des réponses à des problèmes spécifiques liés à la pauvreté de populations d'origines diverses. De même, les transferts de fonds massifs de migrants vers leurs pays d'origine retiennent désormais l'attention des institutions de microfinance du Sud et de leurs partenaires du Nord.

Durant les 15 dernières années, le monde de la microfinance dans les pays en développement et le monde de la finance traditionnelle dans les pays industrialisés se sont rapprochés l'un de l'autre. Alors que la vocation de la microfinance reste toujours d'ordre sociale - la microfinance est et doit être un outil de développement - les lois qui en dictent le fonctionnement sont les mêmes que celles qui s'appliquent au secteur financier traditionnel. Ces règles sont économiques et commerciales et c'est précisément la recherche systématique de ce double impact (*double bottom-line*) – socialement responsable et commercialement rentable – qui définit la microfinance dans son essence et ses finalités.

Peut-on espérer ajouter à cette « *double bottom-line* » une couche supplémentaire d'effets positifs ? Aujourd'hui, la Coopération luxembourgeoise étudie le potentiel et les moyens à mettre en œuvre pour faire le lien entre les outils et les méthodes de la microfinance et les efforts consentis en faveur de la protection de l'environnement et de l'énergie renouvelable. Le Luxembourg s'investit dans des programmes de finance inclusive axés sur les femmes autant que dans la finance rurale, le développement d'outils de financement et d'assurance dans le secteur du développement agricole et dans le domaine de la lutte contre la faim et la malnutrition. La Coopération luxembourgeoise contribue aussi aux efforts de régulation du marché de la finance inclusive et soutien des initiatives diverses et variées favorisant la transparence de ces marchés et la protection des clients.

En tout état de cause, si cet équilibre relationnel n'est pas respecté, comme ce fut le cas en Andhra Pradesh, le système ne peut qu'échouer et cet échec touche inmanquablement en premier lieu le partenaire le plus faible, à savoir la population pauvre dans les pays en développement. Un tel échec ne doit pas nous amener à mettre en doute l'outil même, mais nous pousser plus en avant en vue d'en améliorer le fonctionnement.

Le rôle de la Coopération luxembourgeoise consiste à instaurer un climat de confiance qui est généralement à la base de toute affaire d'argent et un environnement propice pour le développement des finances inclusives, en veillant tant sur les aspects de législation, de régulation et de supervision des activités de microfinance que sur le renforcement des capacités (institutionnelles et en ressources humaines) des acteurs impliqués.

Dès lors, si les concepts de base de la microfinance sont compris, acceptés et respectés, les synergies entre, d'une part, les institutions de microfinance et, d'autre part, d'une place financière comme le Luxembourg deviennent apparentes et peuvent déployer tout le potentiel qu'elles promettent.

Convaincue par l'impact de la microfinance en termes de lutte contre la pauvreté, par son effet bénéfique sur le renforcement des femmes dans des communautés traditionnelles, par son caractère complémentaire aux instruments traditionnels de la coopération au développement et son adaptabilité aux réalités socio-culturelles changeantes, la Coopération luxembourgeoise continuera son plaidoyer en faveur de la microfinance et de la finance inclusive, notamment par son rôle de facilitateur dans une approche pluridisciplinaire.



2. DÉFINITIONS

La microfinance et la finance inclusive étant des concepts mis en pratique de manière très variée par des intervenants très divers dans des contextes très différents et par des moyens très différents, il n'existe aucune définition qui soit unique, exhaustive ou absolue. Il existe un certain nombre de définitions qui reprennent toutes les mêmes idées.

La microfinance est une pratique financière qui permet de donner à une population pauvre, généralement exclue des services financiers formels, accès à des services financiers de base tels que, notamment, l'emprunt, l'épargne, le transfert d'argent et la microassurance¹.

La finance inclusive est une approche qui vise à procurer, de manière durable et à un coût raisonnable des services financiers aux populations pauvres, ceci à travers une série de prestataires et par le biais d'un large éventail de produits et de services financiers².

¹ Voir aussi : <http://www.cgap.org/p/site/c/template.rc/1.11.947/>

² Voir aussi : <http://www.uncdf.org/fr/Why-Financial-Services?>



3. LE CADRE RÉFÉRENTIEL INTERNATIONAL

A. L'Organisation des Nations unies (ONU)

Les Nations unies ont érigé l'année 2005 en « Année internationale du microcrédit ». Si le titre imposé à l'ONU par le G-77 sous l'impulsion de la délégation du Bangladesh peut paraître quelque peu anachronique, il n'a pas nui pour autant à la qualité du débat tout au long de l'année. Praticiens du terrain, institutions de microfinance organisées en réseaux ou non, gouvernements, institutions internationales et banquiers et financiers du secteur privé ont garanti le haut niveau de la discussion internationale. Sans surprise la pertinence des instruments de microfinance a été confirmée, mais – peut-être plus important encore – l'accent a été mis sur l'importance d'utiliser ces instruments dans des contextes légaux et réglementaires adéquats. La publication du rapport « *Building Inclusive Financial Sectors for Development*³ » doit être considérée comme un des résultats majeurs de l'année internationale.

Pour y donner suite et conseiller les Nations unies et les gouvernements sur de possibles options politiques en la matière, le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a fait nommer un groupe d'une trentaine d'experts internationaux de tous bords (gouvernements, ONU, ONG, secteur financier privé) dans lequel le Luxembourg est représenté et aux travaux duquel il participe de manière active. Le directeur de la Coopération luxembourgeoise a présidé le groupe lors de ses travaux qui ont abouti au rapport « *Microcredit, Microfinance, Inclusive Financial Sectors: Building On Success*⁴ » qui a été remis au Secrétaire général de l'ONU Ban Kimoon à l'occasion de la Conférence internationale de Doha sur le financement du développement de novembre 2008. Les principales recommandations de ce rapport sont reprises en annexe.

En 2008, le G-77/Chine a introduit une résolution sur la microfinance et les secteurs financiers accessibles à tous à la 63^e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette résolution élaborée par le Bangladesh a été adoptée par consensus ; à noter que le Luxembourg avait représenté l'Union européenne dans les négociations.

Dans le cadre du Forum pour la Coopération au Développement (*Development Cooperation Forum* (DCF) mis en place par le Conseil Économique et Social (ECOSOC) suite au Sommet Mondial de 2005 et en vue de préparer la troisième réunion de ce forum, prévu à New York les 5 et 6 juillet 2012, le Luxembourg a organisé un symposium en octobre 2011. Devant un arrière-plan de crise économique mondiale, ce symposium s'est penché sur l'impact de cette crise sur l'effort de coopération au développement et a examiné la question de l'utilisation de l'aide en vue de toucher des sources de financement alternatives pour le développement. Dans ce contexte, la finance inclusive a été au centre des débats.

B. L'Union européenne

En 1997, à l'occasion de sa présidence de l'Union européenne, le Luxembourg a pris l'initiative de mettre la question de la microfinance à l'ordre du jour du Conseil des ministres en charge de la coopération au développement. Une résolution a été adoptée mettant l'accent notamment sur l'importance de renforcer la viabilité financière de la microfinance, tout en assurant l'accès au crédit pour les pauvres.

Fin 2005 le Parlement européen, le Conseil des ministres et la Commission européenne ont adopté le « Consensus européen sur la coopération au développement ». Lors de la négociation de cet important document de référence pour la conduite de la politique de coopération au développement par l'Union européenne et ses États membres la Coopération luxembourgeoise a veillé à ce que la microfinance trouve sa place adéquate :

[...] *L'approche basée sur la microfinance a constitué l'innovation majeure de ces dernières années. Il est prévu d'étendre ce type d'appuis en mettant l'accent sur le renforcement des capacités et sur la mise en place d'organisations disposant du savoir-faire requis.* [...]

C. La Banque mondiale – CGAP

La Coopération luxembourgeoise participe activement aux travaux du CGAP (*Consultative Group to Assist the Poor*), auprès de la Banque mondiale. Ce groupe est reconnu pour son autorité dans le domaine du recensement et de la diffusion des bonnes pratiques en matière de microfinance.

³ *Building Inclusive Financial Sectors for Development* (texte intégral)

⁴ *Microcredit, Microfinance, Inclusive Financial Sectors : Building On Success* (texte intégral)





D. L'OCDE – Comité d'aide au développement (CAD)

La politique luxembourgeoise en matière de microfinance et de secteurs financiers inclusifs a été présentée et analysée comme un des thèmes particuliers lors de l'Examen par les pairs de la Coopération luxembourgeoise organisé par le CAD en 2008.

Dans leurs rapports, les examinateurs font les constats et les recommandations suivants :

- *le Luxembourg joue un rôle moteur et est un ambassadeur de premier plan pour des secteurs financiers inclusifs dans les instances internationales, en particulier l'ONU et l'Union européenne. Il pourrait jouer un rôle moteur plus important encore dans ses pays partenaires prioritaires en inscrivant la question de la microfinance et des secteurs financiers inclusifs à l'ordre du jour des dialogues sur les mesures à prendre entre les donateurs et les gouvernements partenaires.*
- *le Luxembourg est encouragé à poursuivre la mise en œuvre de sa stratégie actuelle qui est centrée sur la nécessité de promouvoir des environnements propices à la microfinance. Cependant, le Luxembourg devrait renforcer les liens entre ses PIC et les activités de microfinance qu'il finance par l'intermédiaire des ONG et de LuxDev dans les pays prioritaires.*

Extrait du rapport de l'examen par les pairs, 2008

E. Le G20

À l'occasion du sixième sommet du G20 qui s'est tenu les 3 et 4 novembre 2011 à Cannes, les 19 Chefs d'État et les représentants de l'Union européenne ont adopté les conclusions du précédent sommet de Séoul en 2010. En rapport avec la finance inclusive, ces conclusions étaient les suivantes :

« Recognizing the critical importance of extending access to financial services to individuals and SME in the developing world, the G20 Leaders adopted in Seoul an ambitious multi-year Action Plan aiming at "(i) facilitating an efficient and effective information sharing mechanism; (ii) coordinating the various financial inclusion efforts; (iii) providing systematic monitoring of

progress over time; (iv) mobilizing financial support for activities as needed and (v) launching and coordinating taskforces to address specific financial inclusion issues (e.g. financial inclusion data)". »



4. LE CADRE RÉFÉRENTIEL NATIONAL

A. La base légale

L'appui de la Coopération luxembourgeoise à la microfinance et aux secteurs financiers inclusifs repose d'une manière générale sur l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 6 janvier 1996 telle que modifiée, ainsi que sur l'article 4 de cette même loi qui indique expressément la coopération financière comme moyen d'intervention en faveur des populations des pays en développement.

B. La déclaration gouvernementale

[...] Nous entendons diversifier les activités de la place financière en misant de manière plus ciblée sur la microfinance, les investissements socialement responsables, le financement des écotecnologies, la finance islamique et les activités financières philanthropiques. [...]

Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER (29 juillet 2009⁵)

C. Le programme gouvernemental

Les passages du programme gouvernemental qui mentionnent la microfinance, traduisent le souci de reconnaître le potentiel des zones de recoupement entre l'économie, le social et l'environnemental et la dynamique du renforcement mutuel qui naît du progrès simultané et complémentaire dans ces trois domaines.

Extraits⁶ :

- [...] Pour ouvrir de nouveaux marchés à nos entreprises exportatrices, le Gouvernement [...] continue à développer les synergies entre commerce extérieur et coopération au développement, au-delà des secteurs où elles existent déjà, telles que la microfinance et les technologies de l'information et des communications. [...]*
- [...] Tout en contribuant à développer les activités internationales de gestion de patrimoine et de fonds d'investissement, le Gouvernement entend diversifier les activités de la place en mettant en place ou en renforçant les mécanismes nécessaires au développement de la microfinance, des investissements socialement responsables, du financement des écotecnologies, de la finance islamique ou encore de*

la philanthropie comme corolaire du private banking. [...]

- [Le Gouvernement] tâchera de mettre en œuvre des synergies et de systématiser les partenariats pour une plus grande efficacité de la coopération au développement, notamment, dans le domaine de la microfinance et des technologies d'information et de communication [...].*

D. La déclaration à la Chambre des députés

[...] Dans le domaine de la microfinance, la coopération s'est rapprochée du secteur financier tout comme ce dernier s'est rapproché de la coopération au développement. La microfinance est en effet l'un de ces domaines où le Luxembourg peut apporter une plus-value spécifique. Je suis du reste convaincu que dans les années à venir la microfinance se révélera un excellent instrument anticrise, et pas seulement dans les pays en développement. Ceux qui, il y a quelques années encore, se moquaient gentiment de la microfinance soit ont disparu, soit ont rejoint le rang des adeptes de cet instrument dont ils ont entretemps réalisé qu'il s'agit d'un outil sérieux qui - combiné à d'autres - peut engendrer une réelle et substantielle plus-value. [...]

Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (25 mars 2009)

E. « La Coopération luxembourgeoise : stratégies et principes »

[...] Les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles et le développement local intégré. Les initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées et appuyées, que ce soit au niveau conceptuel ou au niveau opérationnel. [...]

5 Déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009 (texte intégral)

6 Programme gouvernemental 2009-2014 (texte intégral)



5. L'APPROCHE OPÉRATIONNELLE

A. Le plaidoyer en faveur des secteurs financiers inclusifs

La Coopération luxembourgeoise continue à mener un plaidoyer fort pour la création de secteurs financiers inclusifs dans les fora internationaux, dans l'Union européenne et aux Nations unies. La microfinance et les secteurs financiers inclusifs sont désormais intégrés plus systématiquement dans les échanges de la Coopération luxembourgeoise avec ses pays partenaires, notamment lors de l'élaboration des programmes indicatifs de coopération (PIC) et des Commissions de partenariat annuelles. La Coopération luxembourgeoise est prête à partager ses expériences et son savoir-faire dans ce domaine avec d'autres bailleurs de fonds et partenaires de la coopération au développement.

B. L'appui à l'établissement de contextes légaux et réglementaires adaptés

La promotion de contextes légaux et réglementaires adaptés doit être menée avec plus d'intensité que jamais, si des populations pauvres, jusque-là ignorées par les banques commerciales, doivent obtenir à terme accès aux services financiers au même titre que le reste de la population dans les pays en développement. L'approche régionale que la Coopération luxembourgeoise prône en termes de concentration géographique de ses interventions, doit logiquement conduire à s'associer avec les organisations et institutions régionales en place qui ont mandat à promouvoir l'intégration économique et sociale dans une région donnée. Tel est par exemple le cas de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dans le secteur financier pour la zone de l'Union économique et monétaire des États d'Afrique de l'Ouest (UEMOA).

C. Le renforcement des capacités institutionnelles et de gestion

Le renforcement des compétences et des capacités à tous les niveaux et dans tous les domaines de la finance inclusive, ciblée et adaptée aux besoins des usagers comme des praticiens est d'une importance capitale, non seulement parce qu'il garanti le bon fonctionnement du système en place et contribue à protéger les intérêts des bénéficiaires autant que des investisseurs, mais également parce qu'il contribue à optimiser les résultats

obtenus et à stimuler le développement de nouveaux outils. La Coopération luxembourgeoise continuera à s'engager sur cette voie.

D. L'appui financier des acteurs de la finance inclusive

Forte de près de vingt années d'expérience en matière de microfinance, la Coopération luxembourgeoise s'investit dans la création de secteurs financiers inclusifs. Sur base des conclusions de l'année internationale du microcrédit, le développement de la palette des différents instruments de microfinance demande à être poursuivi de manière soutenue pour leur assurer un impact maximal en termes de lutte contre la pauvreté. À cet égard, la Coopération luxembourgeoise continue à financer les travaux des acteurs de la finance inclusive en veillant à générer un effet de levier par l'implication d'investisseurs de la place financière. La création de LuxFlag, une agence de certification dont le label confirme l'orientation microfinance des fonds d'investissement qui s'en réclament et respectent les critères fixés par l'agence, contribuent à cet effet.

E. L'innovation par la recherche

La Coopération luxembourgeoise encourage la recherche dans le domaine de la microfinance, activité qui, par le passé, a abouti à des résultats aussi avant-gardistes quoique concrets que le lancement un premier fonds d'investissement en microfinance depuis la place financière de Luxembourg. Aujourd'hui la Coopération luxembourgeoise poursuit son appui à la recherche dans la microfinance, notamment au niveau académique.



6. LE PLAN D'ACTION (ACTIVITÉS EN COURS)

A. Plaider en faveur des secteurs financiers inclusifs

Nations unies

- Résolution à l'Assemblée générale ;
- *Financing For Development* ;
- DCF.

Union européenne

- Parlement européen ;
- Commission européenne ;
- États membres ;
- *European Microfinance Platform* ;
- Prix européen de la microfinance.

Luxembourg

- Ministères ;
- Table Ronde Luxembourgeoise de la Microfinance ;
- Acteurs du secteur financier et des assurances ;
- Acteurs luxembourgeois dans le domaine la microfinance ;
- ONG de développement.

B. Appuyer l'établissement de contextes légaux et réglementaires adaptés

- Programme régional (AFR/017) : Promotion de secteurs financiers inclusifs dans la zone de l'UEMOA.

C. Renforcer les capacités institutionnelles et de gestion

- Appui au développement de la microfinance en Tunisie (BEI) ;
- *Women's World Banking* ;
- *MF Transparency* ;
- Acteurs luxembourgeois et étrangers dans le domaine la microfinance.
-

D. Financer des acteurs de la finance inclusive

- Finance rurale – Projet FAIR (Fonds d'appui aux initiatives rurales) ;
- *Luxembourg Microfinance Development Fund (LMDF)* ;
- LuxFLAG ;
- Autres acteurs de la microfinance.

E. Innover par la recherche

- uni.lu ;
- LuxDev ;
- Appui au Développement Autonome (ADA).



ANNEXE

Microcredit, Microfinance, Inclusive Financial Sectors : Building On Success

Key messages for Governments

- A Government's vision for a well-functioning financial system should include access for all citizens to a broad range of financial products and services. It is critical that inclusive finance become an integral part of any financial sector development strategy;
- Inclusive financial sectors require building and supporting sustainable, local financial institutions and embracing new technologies and delivery channels;
- Governments have critical roles in creating helpful policy environments that can broaden access. When the Government itself becomes a lender, politics almost always negatively affect performance;
- Imposing interest-rate ceilings risks hindering lenders' ability to cover the costs of making small loans. Too often, the ceilings limit credit expansion and hurt the populations they are meant to help.
- Governments should promote consumer protection, transparent prices, financial education and an open, competitive market;
- Governments have a vital role to play in ensuring data collection and reporting on financial access and usage;
- Broadening access to financial services is an important policy goal but will not in and of itself eliminate poverty.

Key messages for Regulators

- Financial inclusion should be a major objective of financial regulation. The role of regulators is to establish conditions that allow a diverse range of institutions to provide a wide variety of financial products and services in a financially stable, apolitical environment;
- Successful regulators have been flexible in their approach, mitigating risks and balancing concerns of safety without limiting access to financial services;
- An enabling regulatory environment and appropriate supervision are needed both for financial services providers and their supporting industries, such as

telecommunications and technology infrastructure. These industries are bound by the need for a strong, safe and fully accessible payments system;

- Bringing more poor people into the formal financial system helps (rather than hurts) law enforcement efforts to prevent money laundering and terrorist financing. Policy-makers should use the flexibility afforded by international standards on money-laundering and terrorist financing to ensure that country-level regulations do not inadvertently block poor people's access to finance.

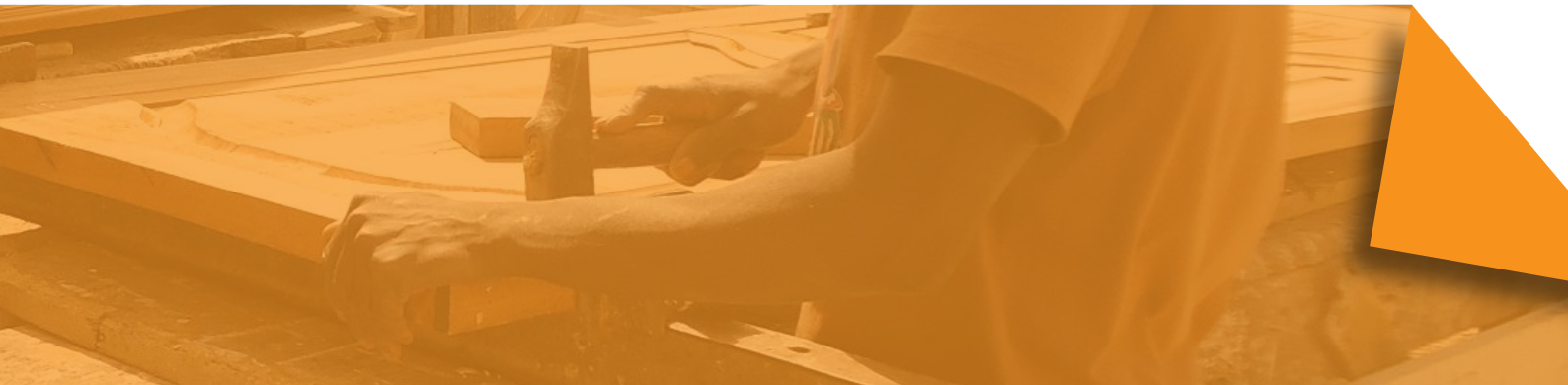
Key messages for Development Partners

- The quality of funding for inclusive finance is at least as important as quantity. Effective development funding requires technical expertise, coordination among funders, and appropriate funding instruments;
- The key bottleneck for development partners supporting inclusive finance is the shortage of strong institutions and managers. Building the capacity of institutions should be an urgent goal in supporting microfinance;
- Development partners should support the range of financial institutions that are part of inclusive financial sectors, whether for-profit or not-for-profit. Development assistance should complement private-sector activities, not compete with them;
- Better information on the financial and social performance of development-partner investment portfolios is essential. What is not measured cannot be managed.

Key messages for the Private Sector

- The private sector has an important role to play in expanding access to financial services for poor people;
- Providing financial products and services to poor people represents a potentially large business opportunity for the private sector. The private sector brings more than capital; it also brings knowledge and relationships;
- Effective engagement typically requires the strong commitment and interest of top-level executives





and requires drawing on the competitive skills of core business activities;

- To realize market opportunities, it is often necessary for the private sector to engage in establishing appropriate enabling environments;
- Private-sector participants in inclusive financial sectors include not only direct providers of financial products and services, such as banks, NGOs, insurers and money transfer companies, but also telecommunications and technology companies, credit bureaux, retailers and other businesses that support the financial services industry. Partnerships have proven effective in fostering innovation and efficiency gains.



STRATÉGIE GÉNÉRALE



AGRICULTURE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



ACTION HUMANITAIRE



COMMUNICATION



DÉVELOPPEMENT LOCAL



EAU ET ASSAINISSEMENT



ÉDUCATION - Formation et Insertion professionnelles



ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE



ÉVALUATIONS



GENRE



GOVERNANCE



MICROFINANCE



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



SANTÉ

DIRECTION DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

6, rue de la Congrégation | L-1352 Luxembourg

Tél. : [352] 247-82351 | Fax : [352] 46 38 42

<http://cooperation.mae.lu>